

Quelle crise à la Réunion en 2008-2010 ?

Le début de la crise au second semestre 2008

L'économie de la Réunion connaît **une croissance relativement forte depuis de nombreuses années**. Ainsi le PIB en volume progresse de 6 % par an de 1970 à 1990¹. Sur la période récente cela se poursuit avec 4,4 % par an de 1993 à 2007². C'est plus du double de la performance métropolitaine sur la longue période. **Par contre en 2008, il y a une décélération** de l'ensemble des secteurs économiques, en particulier le BTP³, avec une croissance globale de seulement 3,1 % du Pib en volume⁴ (0,3 % pour la France).

En apparence l'année 2008 est plutôt bonne, mais en fait elle rassemble de très bons résultats pour le premier semestre et d'autres, plus médiocres pour le second. **La conjoncture s'inverse nettement au second semestre** avec la hausse des taux d'intérêt, le ralentissement des investissements, la fin des grands chantiers, les incertitudes sur la défiscalisation (attentisme par rapport au projet de loi LODEOM), une hausse des prix à la consommation particulièrement importante (2,9 % pour l'année) et **le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages** (2,2 %, une réduction de plus de moitié par rapport à 2007) pénalisée par la faible hausse des revenus. En effet le revenu disponible des ménages augmente seulement de 2,4 % en volume en 2007-2008, contre 4,6 % par an sur la période 1998-2007 (1,2 % et 3 % par habitant)⁵.

Ce retournement est assez visible lorsque l'on examine l'évolution de **l'emploi salarié marchand** en 2008⁶, à chaque trimestre sa croissance est faible, si non négative comme au troisième trimestre. Il progresse encore de plus de 1 % au premier semestre mais **il diminue de 0,3 % au second**. Cela se traduit par **une reprise du chômage** qui avait connu une diminution depuis plusieurs années. Il augmente dès le début de 2008 et cela se traduit par 78 000 chômeurs au sens du BIT au deuxième trimestre (contre 75 900 en 2007) et 88 200 en 2009 (toujours second trimestre)⁷. Le taux de chômage au second trimestre passe de 24,2 % en 2007 à 27,2 % en 2009⁸.

Les raisons de la crise en 2008 sont donc d'abord internes (fins programmés de certains grands travaux publics et incertitudes sur la future défiscalisation), puis **les facteurs externes vont prendre le relais** avec l'augmentation mondiale du prix des matières premières (énergétiques et alimentaires) et **les répercussions de la crise**

1 Rochoux Jean-Yves, « Croissance économique et chômage à la Réunion en 2020 : perspectives et politiques », dans *L'enjeu du développement économique insulaire. Açores, Antilles, Canaries, Caraïbes, Madère, Océan Indien & Polynésie*, Maurin, Montauban et Vellas (sous la direction de), SEDES, 2004, p. 31

2 Jourdan Nadine, « Rebond de la croissance, au rythme moyen de la décennie », dans *Bilan économique 2007. Rebond avant de nouvelles perspectives, Économie de la Réunion*, hors série n° 4, juillet 2008, INSEE, p. 4-6.

3 Notons que l'année 2008 reste celle des records pour le chiffre d'affaires annuel et l'effectif salarié. Il y a près de 25 000 salariés en septembre 2008 après une croissance constante depuis le début du siècle. Durant les années 1990 les effectifs ont évolué entre 10 et 15 000, *La Réunion, rapport annuel 2007*, IEDOM, édition juin 2008, p. 159.

4 Brasset Michel, « Fléchissement de la croissance », dans *Bilan économique 2008. Fléchissement de la croissance en fin d'année, Économie de la Réunion*, hors série n° 6, juillet 2009, INSEE, p. 4-5.

5 Réale Cédric, « La faible hausse des revenus et l'inflation dépriment la consommation », Dans *Bilan économique 2008, Économie de la Réunion*, hors série n° 6, juillet 2009, INSEE, p. 6-7.

6 Planchat Cédric, « Faible création d'emplois dans le secteur marchand », Dans *Bilan économique 2008, Économie de la Réunion*, hors série n° 6, juillet 2009, INSEE, p. 15.

7 *Tableau économique de la Réunion, édition 2010*, INSEE, février 2010, p. 82-83. Ces données ne sont disponibles qu'une fois par an, pour le second trimestre.

8 « Forte hausse du chômage sur un an », *Informations rapides Réunion*, n° 126, INSEE Réunion, octobre 2009.

financière. Ces dernières restent limitées à la Réunion et se traduisent « seulement » par une augmentation des taux d'intérêt au premier semestre en liaison avec l'augmentation du coût du refinancement bancaire. En janvier 2009 les taux d'intérêt retrouvent leur niveau du début de l'année 2008. Il reste que les banques sont souvent accusées de frilosité, mais que les créances douteuses progressent et que leur rentabilité diminue¹. Tout cela déclenche **au début de 2009 une crise sociale à la Réunion** à la suite de celle des Antilles. Les ménages perçoivent une baisse de leur pouvoir d'achat qu'ils jugent intolérable. Cela remet au premier plan de l'actualité l'idée que les marges des entreprises, financières ou non, sont excessives dans l'île : **les facteurs externes vont raviver une défiance très ancienne des ménages vis-à-vis des entreprises et de leur comportement « prédateur »**. Cela débouche sur la formation d'un collectif social (COSPAR) qui obtient, après quelques manifestations d'envergure et d'après négociations, différents résultats sur les prix (stabilisation ou baisse) et les salaires (augmentations ponctuelles), mais qui fragilisent sensiblement certaines entreprises. La conjonction de ces facteurs internes et externes vont déclencher **une crise économique originale, mais bien réelle**.

Des résultats macroéconomiques catastrophiques pour 2009 ?

Les résultats pour 2009 ne sont pas encore connus dans leur ensemble², mais **certaines informations partielles ou particulières sont disponibles** en ce début d'année 2010.

Par exemple en ce qui concerne **l'emploi**. On peut remarquer que la situation s'est largement détériorée en 2009 avec **plus de 101 000 demandeurs d'emploi** (catégorie A, données brutes) en décembre, soit **une hausse de 24 % en un an** (20 000 en nombre). À la prochaine enquête emploi de l'INSEE (2e trimestre 2010) on peut s'attendre à plus de 110, voire plus de 120 000, chômeurs au sens du BIT. Cela correspond à un taux de chômage qui devrait dépasser 30 %, peut être atteindre 35 %, c'est le taux du début des années 2000. En 2010, le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter avec 2 400 personnes supplémentaires inscrites au Pôle Emploi en janvier³. Précisons que si ces mêmes données (demandeurs d'emploi en fin de mois, catégorie A) sont **traitées en CVS** (correction des variations saisonnières) la perspective est, peut-être, un peu différente. En décembre 2009 il y aurait déjà près de 104 000 chômeurs⁴, mais ce nombre se stabilise en janvier 2010 avec 103 790 demandeurs contre 103 720 un mois plus tôt⁵. C'est, peut-être, une bonne nouvelle ou simplement un effet ponctuel de la correction saisonnière. Les données relatives au mois de février 2010 devraient éclairer ce point.

Il y a **d'autres données disponibles aussi peu réjouissantes** pour l'année 2009. En effet l'octroi de mer collecté a diminué de 14,2 %, **la TVA de 8,5 % et les importations de 7,5 %** (29,6 % pour le ciment)⁶. Il est bien sûr **impossible de passer « simplement » de ces indicateurs partiels à la variation du PIB** car il n'existe pas, à priori, de relation parfaitement stable entre ses grandeurs. Les importations varient positivement avec les

1 Jérôme Schmeitsky, « Des flux financiers moins actifs », dans *Bilan économique 2008, Économie de la Réunion*, hors série n° 6, juillet 2009, INSEE p. 10-11.

2 Des comptes économiques rapides (CEROM) seront publiés en juillet 2010 dans le bilan économique 2009 de l'INSEE.

3 *Analyse trimestrielle de la conjoncture à la Réunion*, édition du 23 février 2010, INSEE.

4 *Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi à la Réunion en janvier 2010*, DTEFP Réunion et DR Pôle emploi Réunion-Mayotte, p. 1.

5 Si l'on considère la somme des catégories A, B et C il y a une augmentation plus importante de décembre à janvier (0,7 % de 117 030 à 117 880 contre 0,1 % avec la seule catégorie A), mais l'infléchissement de la croissance du nombre de chômeurs subsiste.

6 *Tableau de bord économique de la Réunion*, édition du 23 février 2010, CEROM, p. 2-4.

consommations intermédiaires et les investissements des entreprises ou la consommation finale des ménages, mais elles peuvent aussi diminuer à la suite d'une augmentation de la production locale. La valeur de la TVA perçue va augmenter avec la consommation finale des ménages, mais certains biens et services sont exonérés et peuvent même déboucher sur une quasi subvention, c'est le mécanisme de la TVA non perçue récupérable, cela pourrait inverser la relation avec la croissance¹. Il reste, que pour une situation concurrentielle donnée, **il pourrait y avoir une relation positive entre importations et PIB.**

Le problème de l'année 2009, c'est qu'elle très particulière avec une diminution en valeur des importations et de différents indicateurs de l'octroi de mer à la TVA en passant par l'emploi et les encours de crédit pour les ménages (sauf habitat) et les entreprises². Depuis que l'INSEE construit des comptes pour l'économie réunionnaise, il n'y a **jamais eu de diminution des importations, sauf en 1993**. En 1993 les importations ont diminué en valeur de 6,3 %³, mais dans un contexte différent de celui de 2009 : l'augmentation des prix à la consommation (moyenne annuelle) est de 3,7 %, alors qu'en 2009 elle n'est que de 0,56 % (quasi stabilité, avec 0,3 % en glissement annuel). Le PIB de 1993 a diminué de 0,23 % (quasi stabilité). La diminution des importations en 1993 est proche en valeur de celle de 2009. « Comparaison n'est pas raison », mais l'on peut craindre pour 2009 **un taux de croissance du PIB, en valeur et en volume, qui soit négatif**. Ce n'est pas une prévision, juste une impression, somme toute banale.

L'année 2009 risque d'être **la plus mauvaise année en terme de PIB** depuis qu'existe des comptes économiques à la Réunion. **En matière de chômage, on ne devrait pas être loin non plus des records atteints** depuis que le chômage est calculé selon les normes du BIT, à savoir plus de 37 % à la fin de 1998. Il n'est pas certain que cela s'améliore rapidement, pour le chômage notamment, même si des évolutions encourageantes apparaissent depuis quelques mois pour l'activité économique.

Une amélioration en 2010 ?

En effet, les indicateurs disponibles semblent montrer **des signes de reprise du côté** du moral et de la confiance **des ménages** depuis le deuxième trimestre 2009 (trois trimestres consécutifs de hausse⁴), de leurs intentions de dépenses depuis le troisième trimestre (en hausse encore au quatrième, mais les dépenses déclarées sont encore en recul⁵) ou du quatrième (progression à nouveau des encours de crédit à la consommation⁶).

De même **les chefs d'entreprise sont plus optimistes** pour l'avenir de leur entreprise au quatrième trimestre 2009. C'est la première fois depuis le deuxième trimestre 2008 et leur moral par rapport à leur situation présente s'améliore également. « Fort logiquement, les projets d'investissement et d'embauches repartent à la hausse (ils retrouvent le niveau atteint au 1er trimestre 2008) tandis que les intentions de licenciement sont moindre⁷ ». De fait les licenciements diminuent (- 23,4 % en janvier 2010 par rapport à janvier 2009). Sur la

1 *La Réunion, rapport annuel 2007*, IEDOM, édition juin 2008, p. 42-43.

2 *Tableau de bord économique de la Réunion*, édition du 23 février 2010, CEROM, p. 6.

3 Besson Danielle et Dablin Jean-Pierre, « 25 ans de comptes économiques des départements d'outre-mer, 1970-1994 », tome 1, *INSEE résultats*, p. 273.

4 Selon Ipsos Océan Indien, « Avec la crise les Réunionnais surveillent davantage leur porte-monnaie », *Le journal de l'île*, 15 mars 2010, p. 21.

5 Boulland Cédric, « Selon Ipsos, les Réunionnais dépensent moins et différemment. Les MDD plébiscitées », *Le Quotidien de la Réunion*, 15 mars 2010, p. 24.

6 *Analyse trimestrielle de la conjoncture à la Réunion*, édition du 23 février 2010, INSEE.

7 « Les chefs d'entreprises reprennent confiance », *Le Quotidien de la Réunion*, 15 mars 2010, p. 24.

situation économique réunionnaise l'avis des chefs d'entreprise est encore assez mitigée, si les indicateurs de moral et de confiance s'améliorent, 60 % d'entre eux pensent qu'elle se dégrade (8 sur 10 au premier trimestre 2009) et la moitié que cela va continuer.

Les indicateurs conjoncturels de l'IEDOM¹ ne donnent pas de résultats radicalement différents. Il y a selon les experts de cet organisme **une amélioration de la conjoncture économique, mais elle reste fragile**. Au quatrième trimestre 2009, le solde des opinions relatifs à l'activité dépasse, pour la première fois depuis le second trimestre 2008, sa moyenne longue période. L'indicateur de climat des affaires se redresse également très nettement, mais il ne retrouve pas sa moyenne de longue période. On peut noter aussi que **l'activité bancaire enregistre**, au quatrième trimestre 2009 et au début de l'année 2010, **les premiers signes de l'atténuation de la crise économique réunionnaise²**. **Sur 2008-2009, l'épargne collectée à la Réunion a connu un ralentissement historique**, plus important que celui lié à la crise de 1993. Mais au quatrième trimestre 2009, **l'épargne collectée** par les établissements installés à la Réunion **a repris sa progression** (+ 1,5 %) comme les encours de crédits (+1,9 %).

En fait **la distribution des crédits** connaît des évolutions diverses selon les domaines, durant ce dernier trimestre 2009, **elle progresse** pour le financement :

- de l'habitat des ménages (+ 2,3 %) et après des trimestres très médiocres (+ 0,4 et 0,9 %),
- de la consommation des ménages (+ 1,3 %), après 5 trimestres consécutifs de baisse,
- des crédits d'exploitation des entreprises (+4,9 %)..

Mais elle est encore en retrait pour :

- les crédits d'investissement aux entreprises qui continuent de diminuer, même si cette baisse s'atténue (- 0,1 % contre - 0,7 % et - 1,7 % aux trimestres précédents), cela correspond à **la faiblesse des investissements** peu stimulés par la conjoncture et les perspectives à plus long terme,

- les crédits aux collectivités locales diminuent aussi (- 0,6 %), du fait, sans doute, du ralentissement de leurs programmes d'investissement.

Il faut ajouter encore qu'il y a **un accroissement du taux des créances douteuses brutes**, elles sont encore en hausse de 5,6 % au quatrième trimestre 2009, mais après des progressions de 5,6 % et 17,1 % aux trimestres précédents. En matière de **surendettement des ménages** il y a, à la fin décembre 2009, une progression du nombre de dossiers de 50 % par rapport à décembre 2008, mais cela semble ensuite se ralentir.

On peut ajouter que pour certains indicateurs trimestriels **le point bas de la conjoncture en 2009 se situe nettement à la moitié de l'année**. C'est le cas pour la valeur de l'octroi de mer, la TVA ou les ventes de voitures de tourisme³ et utilitaires. Pour **d'autres indicateurs la fin de l'année 2009 ne montre pas vraiment d'amélioration**, c'est le cas des importations qui continuent de diminuer (celles du ciment en particulier), même si la chute semble se ralentir⁴.

Alors est-ce que l'on peut considérer que **l'économie locale est en train de sortir de la récession⁵** et qu'elle va retrouver une croissance positive ? Cela semble **possible** si les

1 *Bulletin trimestriel de conjoncture. Suivi de la conjoncture économique*, n° 141, 4ième trimestre 2009, IEDOM, p. 3.

2 *Bulletin trimestriel de conjoncture. Suivi de la conjoncture financière et bancaire*, n° 142, 4ième trimestre 2009, IEDOM, p. 6-9.

3 Il pourrait s'agir d'achats anticipés puisqu'il y a une prime à la casse au 3e trimestre et que sa suppression progressive est annoncée à compter de janvier 2010.

4 *Tableau de bord économique de la Réunion*, édition du 23 février 2010, CEROM, p. 3.

5 La récession est considérée ici, de manière simplifiée, comme une situation de croissance annuelle du PIB en

améliorations détectées pour la fin de 2009 se prolongent en 2010, même si certains indicateurs semblent encore assez mauvais (importations, investissement) et si d'autres, qui ont connu un progrès récent, sont fragiles (ventes automobiles).

Notons que, **parmi les rares indicateurs disponibles pour 2010**, on trouve l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages : il augmente de 0,3 % en janvier mais diminue de 0,8 % en février¹. En fait la baisse de février est surtout à rapprocher de la période des soldes et de l'application du tarif « basse saison » par les entreprises de l'aérien au mois de février. Cela n'est donc ni un signe positif très significatif (amélioration « provisoire » du pouvoir d'achat des ménages), ni un signe négatif véritablement inquiétant (réaction « ponctuelle » des compagnies aériennes à une conjoncture morose).

Les indicateurs disponibles pour la fin de 2009 et le début de 2010 semblent montrer que **2010 sera, sur le plan de la croissance économique, meilleure que l'année écoulée**. On pourrait retrouver un PIB en progrès, mais si la consommation et l'investissement logement des ménages donnent quelques signes encourageants, **l'investissement des entreprises et les programmes publics semblent eux encore au point mort**. On pourrait assister à un semblant de reprise au premier semestre, après les élections régionales peut-être, mais ensuite les contraintes financières (endettement des acteurs, rareté du crédit) et le développement du chômage (revenu des ménages, activité des entreprises) devraient limiter la progression des grandeurs macroéconomiques sur l'ensemble de l'année.

La fin de la récession en 2010, peut être, mais pas celle de la crise

Il reste que, même si la croissance économique redevient positive en 2010, si l'économie de la Réunion sort de « sa récession », **la crise ne sera pas terminée pour autant**. En effet il faudrait pour cela que le chômage se stabilise ou, mieux encore, diminue. Cela n'est pas du tout certain avec un taux de croissance faible.

Pour donner **quelques ordres de grandeur**, relatifs à la période récente² :

- la population active augmente sensiblement de 2004 à 2009, 5 000 personnes par an³,
- durant les années qui précèdent la crise (2002-2007) les taux de croissance du PIB en volume sont importants, situés entre 4,5 et 5 %,
 - ils étaient accompagnés d'une progression annuelle moyenne de l'emploi de plus de 6 000 personnes (avec une forte variation de ; 2 000 à 11 700 emplois l'an),
 - **le chômage et le taux de chômage étaient alors logiquement en diminution** (au sens du BIT), de 28,5 % en 2002 à 24,2 % en 2007 (de 92 761 à 75 900 chômeurs).

Il faut donc une croissance forte et suffisamment porteuse d'emplois (compte tenu de l'évolution de la productivité apparente du travail) afin de créer assez d'emplois pour compenser l'augmentation de la population active et, éventuellement, entamer le nombre de chômeurs. **En 2010, cela semble donc peu probable** et l'évolution vers un taux de chômage plus important risque fort de se poursuivre comme depuis 2008.

La situation peut bien sûr s'améliorer mais cela ne viendra pas « naturellement » du seul fonctionnement des marchés, en 2010 du moins. **Une intervention publique**

volume nulle ou négative.

1 *Informations rapides Réunion*, n° 139, mars 2010, INSEE.

2 Il s'agit de données relatives à la période 2002-2009, *Tableau économique de la Réunion, édition 2010*, INSEE, février 2010, p. 74-77.

3 L'évolution de la population active est fonction de la démographie et du comportement des acteurs. Ainsi en 2007 la population active diminue de 2 000 personnes pour des raisons qui semblent tenir au fait que certains actifs sont découragés et passent ainsi dans la catégorie des inactifs. Elle peut donc varier parfois de manière inattendue.

importante, directe, création d'emplois verts ou d'une autre couleur, ou indirecte par le biais de la commande publique (infrastructures), pourrait changer la donne. En fait la difficulté est sans doute qu'il faut **agir en même temps sur le court terme et le moyen long terme**. À court terme, **contre le chômage** et son coût économique et social, une intervention publique directe sur l'emploi est sans doute incontournable. À plus long terme, il n'est pas possible de se contenter de cette seule politique. Il est nécessaire de privilégier des dépenses d'investissement public qui agissent sur **les facteurs de compétitivité** (éducation, formation, innovation-recherche...) et garantissent une croissance durable. Se pose alors **le problème du financement de ces dépenses publiques** compte tenu des recettes fiscales et des économies de dépenses acceptables, sans dépasser une limite raisonnable d'endettement des organisations correspondantes.

Rochoux Jean-Yves